



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

ALLIANCE POLICE NATIONALE

Siège social : 8, Rue du DAHOMEY – 75011 PARIS
SYNDICAT PROFESSIONNEL
N° d'immatriculation Préfecture : 18812
Siret : PARIS B 308 244 417 00041

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS le 31 DECEMBRE 2023

Expert Comptable inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Paris
Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie de Paris
Siret : Paris 393 291 745 00031 - TVA Intracommunautaire : FR 33 393 291 745



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2023

**Entité : ALLIANCE POLICE NATIONALE
SYNDICAT PROFESSIONNEL
Siège social : 8, Rue du DAHOMEY – 75011 PARIS**

Aux adhérents, Mesdames, Messieurs,

I - Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Conseil National Exécutif, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre syndicat professionnel ALLIANCE POLICE NATIONALE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élève à 179 862,24€. Ces comptes ont été arrêtés par vos instances le 12 Décembre 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre syndicat ALLIANCE POLICE NATIONALE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 jusqu'à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés d'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

Vérification du bilan financier et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Point évoqué l'année précédente, je souhaite vous faire part de la réponse obtenue de mon organisme de Tutelle la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, qui a confirmé l'obligation pour votre syndicat de procéder à la publication de ses comptes annuels auprès d'un Journal Officiel habilité. (Art L 2135-1 du code du travail). Dans ce contexte, j'ai obtenu l'assurance raisonnable de la part de votre Direction, que la publication des comptes serait désormais réalisée.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le bilan financier du Trésorier et dans les autres documents remis aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement du syndicat relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité du syndicat ALLIANCE POLICE NATIONALE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser l'activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et validé par le Bureau National.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



Marianne KOBIS

Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

95 rue de Lourmel - 75015 Paris
Tél. : 01 40 59 86 91 - Fax : 01 45 75 02 70
Email : cabinet.marianne.kobis@gmail.com
contact@kobis.fr
Site internet : kobis.fr

En outre :

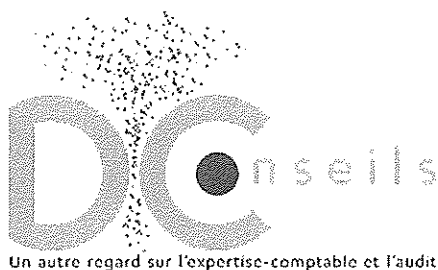
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille les éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PARIS, le 13 Décembre 2024

MARIANNE KOBIS

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de PARIS



**ALLIANCE - POLICE NATIONALE
8 RUE DU DAHOMEY
75011 PARIS**

**COMPTES ANNUELS
DU 01/01/2023 AU 31/12/2023**

Siège Social : 1 bis, rue Pierre et Marie Curie – 92140 CLAMART
Bureau Principal : 4, rue du Dahomey – 75011 PARIS
Société d'Expertise Comptable & de Commissaire aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris IDF & de la Cie Régionale des CAC de Versailles
SAS au capital de 50 000 € - RCS de Nanterre : 879 414 464 – SIRET : 879 414 464 00021 – NAF 6920 Z
TVA Intracommunautaire FR59 879 414 4645

Sommaire

Rapport sur les comptes annuels	1
Bilan	2
ACTIF	2
<i>Immobilisations incorporelles</i>	2
<i>Immobilisations corporelles</i>	2
<i>Immobilisations financières</i>	2
<i>Actif circulant</i>	2
PASSIF	3
<i>Fonds propres</i>	3
<i>Fonds reportés et dédiés</i>	3
<i>Provisions</i>	3
<i>Dettes</i>	3
<i>Engagements reçus</i>	3
<i>Engagements donnés</i>	4
Compte de résultat	5
<i>Produits d'exploitation</i>	5
<i>Charges d'exploitation</i>	5
<i>Produits financiers</i>	5
<i>Charges financières</i>	5
<i>Produits exceptionnels</i>	6
<i>Charges exceptionnelles</i>	6
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>	6
Annexe aux comptes annuels	7
Tableau de suivi des fonds associatifs	19
Evaluation des contributions volontaires en nature	20





Rapport sur les comptes annuels

Dans le cadre de la mission d'assistance à l'établissement des comptes annuels de l'association **ALLIANCE - POLICE NATIONALE** pour l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 et conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes professionnelles du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à cette typologie de mission.

Ce rapport sur les comptes annuels n'est pas constitutif de l'expression d'une opinion.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 20 pages, se caractérisent par les données suivantes :

- total du bilan 4 614 026,24 Euros
- chiffre d'affaires Euros
- résultat net comptable 179 862,24 Euros

Fait à Paris, le 12/12/2024

Signé par Thierry Curnis
Le 13/12/24

ID: tx_kE7Gv1Zva3NM

Thierry CURNIS
Expert-Comptable

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net		
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, droits similaires	93 600,00	55 899,95	37 700,05	68 900,02		- 31 200
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions	806 490,00	753 428,90	53 061,10	87 331,57		- 34 270
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	1 112 685,62	860 200,38	252 485,24	320 471,22		- 67 986
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	51 578,33		51 578,33	124 000,68		- 72 422
TOTAL (I)	2 064 353,95	1 669 529,23	394 824,72	600 703,49		- 205 879
Actif circulant						
Stocks et en-cours				561 791,06		- 561 791
Avances et acomptes versés sur commandes	27 230,38		27 230,38			27 230
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 711,40		1 711,40	4 067,50		- 2 356
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	581 442,97		581 442,97	145 715,10		435 728
Valeurs mobilières de placement	2 510 257,11		2 510 257,11	2 494 477,54		15 780
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	734 465,94		734 465,94	715 977,07		18 489
Charges constatées d'avance	364 093,72		364 093,72	288 526,29		75 567
TOTAL (II)	4 219 201,52		4 219 201,52	4 210 554,56		8 647
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	6 283 555,47	1 669 529,23	4 614 026,24	4 811 258,05		- 197 232

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	443 439,73	443 439,73	
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	3 523 308,75	3 833 337,27	- 310 029
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	179 862,24	-310 028,52	489 891
Situation nette (sous total)	4 146 610,72	3 966 748,48	179 862
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	4 146 610,72	3 966 748,48	179 862
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	378 411,21	547 025,69	- 168 614
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	4 716,00	32 644,82	- 27 929
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	49 364,06	193 739,71	- 144 376
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	34 924,25	71 099,35	- 36 175
TOTAL (IV)	467 415,52	844 509,57	- 377 094
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	4 614 026,24	4 811 258,05	- 197 232
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	3 416 086,58	3 401 066,78	15 020	0,44
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 005 141,54	5 448 976,98	-4 443 835	-81,55
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	481 636,28	508 219,30	- 26 583	-5,23
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation comptable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge		472,76	- 473	-100
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	8 371,50	22 512,63	- 14 141	-62,81
Total des produits d'exploitation (I)	4 911 235,90	9 381 248,45	-4 470 013	-47,65
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks	561 791,06	-308 447,33	870 238	282,14
Autres achats et charges externes	3 950 892,83	9 743 983,41	-5 793 091	-59,45
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	9 595,46	6 585,39	3 010	45,71
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	229 805,79	262 345,12	- 32 539	-12,40
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	2 437,88	4 357,79	- 1 920	-44,06
Total des charges d'exploitation (II)	4 754 523,02	9 708 824,38	-4 954 301	-51,03
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	156 712,88	-327 575,93	484 289	147,84
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	15 779,57	3 913,44	11 866	303,21
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		53,38	- 53	-100
Différences positives de change		246,15	- 246	-100
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	15 779,57	4 212,97	11 567	274,55
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2,03	-0,10	2	N/S
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		3 932,05	- 3 932	-100

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	2,03	3 931,95	- 3 930	-99,95
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	15 777,54	281,02	15 497	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	172 490,42	-327 294,91	499 785	152,70
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	5 000,00	8 000,00	- 3 000	-37,50
Sur opérations en capital	10 750,00	11 353,10	- 603	-5,31
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	15 750,00	19 353,10	- 3 603	-18,62
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	4 607,18	1 240,00	3 367	271,55
Sur opérations en capital		98,71	- 99	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	4 607,18	1 338,71	3 268	244,15
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	11 142,82	18 014,39	- 6 872	-38,14
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	3 771,00	748,00	3 023	404,14
Total des produits (I + III + IV)	4 942 765,47	9 404 814,52	-4 462 049	-47,44
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 762 903,23	9 714 843,04	-4 951 940	-50,97
EXCEDENT OU DEFICIT	179 862,24	-310 028,52	489 891	158,01
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total	1 544 556,28	1 343 424,74	201 132	14,97
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total	1 544 556,28	1 343 424,74	201 132	14,97

Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 4 614 026,24 €
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 179 862,24 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.



SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes



Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description de l'objet social

Alliance Police Nationale est un syndicat policier créé le 9 mai 1995 organisé sous forme associative. Le syndicat est le résultat de la fusion de deux organisations syndicales : le Syndicat Indépendant de la Police Nationale (SIPN) et le Syndicat National des Enquêteurs (SNE). Il est affilié à la CFE-CGC.

Alliance Police Nationale est une organisation à but non lucratif qui défend les intérêts moraux et professionnels des policiers en charge de la Paix Publique, des Investigations et de l'Ordre public. Il défend les intérêts de la profession devant les différentes administrations gouvernementales et judiciaires sur le territoire français. Il est présent dans les instances représentatives des Institutions de la Police.

Le syndicat dispose de catégories de ressources qui sont :

- les cotisations des membres,
- les subventions du Ministère et de la région,
- les dons divers.

Evènements marquants de l'exercice

En raison de la forte croissance de l'activité d'Alliance Avantages, il a été décidé de transférer la gestion de cette activité à une entité associative distincte du syndicat. Cette séparation est effective depuis le 17 mai 2023.

Le stock lié à cette activité a été cédé en date du 12 juin 2023. Par ailleurs, la créance détenue par Alliance Police Nationale envers Alliance Avantages figure dans les débiteurs divers pour un montant de 478 152 €.

Conformément à une décision prise, la publication de la revue trimestrielle sous format papier cessera définitivement à compter du 31 décembre 2023.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.



Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Concessions et brevets	de 02 à 03 ans
Constructions	15 ans
Agencements, aménagements, installations	de 03 à 08 ans
Matériel de transport	de 03 à 04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	de 02 à 05 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité pour leur coût de revient d'origine.

Les cessions sont enregistrées selon la méthode "premier entré, premier sorti".

Seules les moins-values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une provision pour dépréciation.

STOCKS

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances douteuses est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. Les dépréciations sont estimées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont comptabilisées lorsque :

- à la fin de la période concernée, l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers, résultant d'événements antérieurs,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

L'évaluation des provisions est faite sur la base des coûts attendus par l'entreprise pour éteindre l'obligation, estimés à partir d'hypothèses retenues par l'entreprise, d'évaluations réalisées par ses conseils, éventuellement complétées par l'expérience de transactions similaires. Ces différentes estimations sont revues à chaque arrêté comptable.

ACHATS

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

COTISATIONS

Les cotisations sont versées par les adhérents permettant leur participation à l'assemblée générale sans autre contrepartie. Elles sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif.

ALLIANCE AVANTAGES

Le 21 octobre 2019, Alliance Police Nationale s'est dotée d'une branche dénommée « Alliance Avantages ». Sa composition et ses attributions sont définies aux statuts et au règlement intérieur d'Alliance Police Nationale.

Cette activité visait à offrir aux adhérents divers services et produits à des tarifs préférentiels, contribuant ainsi à l'amélioration de leur pouvoir d'achat. Conformément aux décisions prises, cette activité a été transférée à une entité associative distincte en date du 17 mai 2023.

COMPTABILISATION DES DONS RECUS

Les dons reçus autres que les cotisations ont été comptabilisés dans un compte " Ressources liées à la générosité du public".



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Pour tenir compte des dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, il a été procédé à l'évaluation du bénévolat relatif aux membres du personnel du syndicat qui sont détachés au Bureau National par le Ministère de l'Intérieur auquel ils appartiennent.

A ce titre, leur rémunération est prise en charge par leur Administration.

Le syndicat bénéficie ainsi pour son fonctionnement quotidien de 39 personnes, effectif calculé au prorata du temps de présence, valorisées avec leur indice respectif de salaires bruts (barème des traitements du 01/07/2023) augmenté des charges sociales patronales, représentant un montant global de 1 544 556 €.

REGIME FISCAL

L'activité (hors branche Alliance Avantages) de l'entité étant sans but lucratif, elle n'est pas assujettie aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Toutefois, elle est redevable de l'impôt sur les sociétés à un taux réduit sur les revenus de son patrimoine.



Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.



Etat des immobilisations

	Valeur brute des immob. au début de l'exercice	Augmentat°	Diminut°	Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice	Réévaluation légal Valeur d'origine des immob. en fin d'exercice
Fonds commercial					
Autres	93 600			93 600	
Terrains					
Constructions	806 490			806 490	
Installations techniques, matériel et outillages industriels	85 910	19 949		105 859	
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport	549 519	30 291	18 886	560 925	
Autres immobilisations corporelles	406 802	46 109	7 009	445 902	
Immobilisations financières					
TOTAL	1 942 321	96 349	25 895	2 012 776	

Etat des amortissements

	Montant des amort. au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. afférents aux éléments sortis et reprises	Montant des amort. à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	24 700	31 200		55 900
Terrains				
Constructions	719 159	34 270		753 429
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements, aménagement divers	53 531	14 122		67 653
Matériel de transport	385 612	86 887	18 886	453 613
Autres immobilisations corporelles	282 617	63 326	7 009	338 934
TOTAL	1 465 618	229 806	25 895	1 669 529



Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	51 578		51 578
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 711	1 711	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	34 233	34 233	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	574 441	96 289	478 152
Charges constatées d'avance	364 094	364 094	
TOTAL GENERAL	1 026 057	496 326	529 731
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	378 411	378 411		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	4 519	4 519		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	197	197		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	49 364	49 364		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	34 924	34 924		
TOTAL GENERAL	467 416	467 416		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				



Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	1 711
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	5 198
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	6 910

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 535
Dettes fiscales et sociales	197
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	49 364
TOTAL	138 096

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	364 094	34 924
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	364 094	34 924



Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Engagements de locations financières Autres engagements donnés :	138 429
TOTAL	138 429
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	



Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	16 779
TOTAL	16 779



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Valeur du patrimoine intégré				
- Fonds statutaires (à éclater en fonction des statuts)				
- Apports sans droit de reprise	443 440			443 440
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables.				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves (dont réserves pour projet associatif)				
Report à nouveau	3 833 337		310 029	3 523 309
Résultat de l'exercice	-310 029	310 029		0
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables.				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs.				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Total	3 966 748	310 029	310 029	3 966 748



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Bénévolat	1 544 556	1 343 425
Total	1 544 556	1 343 425

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Personnel bénévole	1 544 556	1 343 425
Total	1 544 556	1 343 425

